XVIII ème Assemblée Régionale Europe – Monaco du 19 au 23 octobre 2005 – Synthèse des travaux

La XVIIIème session de l'Assemblée régionale Europe (ARE) de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie s'est tenue à Monaco du 17 au 19 octobre 2005^[1].

S.A.S le Prince Albert II de Monaco nous a fait l'immense honneur de participer à la séance solennelle d'ouverture. L'assemblée régionale Europe en a été d'autant plus flattée que c'est la première fois que le Prince Souverain participait, en cette qualité, à une réunion officielle de la Francophonie. En effet, sa Majesté était présente aux Sommets de la Francophonie de 1997, 1999 et 2002, en qualité de Prince héréditaire.

Le Président du Conseil national de la Principauté de Monaco, M. Valeri, a souligné dans son allocution d'ouverture que la présence du Prince Souverain est la marque de l'attachement de celui-ci à la Francophonie en tant que concept, projet et institution. S'adressant au Prince Albert II, il a précisé : « Vous avez toujours considéré que Monaco y avait sa place et devait y jouer un rôle actif, à sa mesure. Le Conseil national se réjouit donc tout particulièrement d'avoir pu inviter cette session Europe de l'APF à se tenir à Monaco, permettant ainsi à la Principauté, une fois encore, de manifester son soutien constant à toutes les formes d'activités qui se développent au sein de la galaxie francophone ».

Quant à la Présidente de la Section monégasque, Mme Catherine Fautrier, elle s'est admirablement mobilisée pour accueillir notre XVIIIème Assemblée. En application de la décision de la Conférence des Présidents de Skopje, elle a retracé les nombreux projets de coopération menés par la Principauté en faveur de pays francophones, basés sur les objectifs de développement du millénaire des Nations-Unies et liés à la préservation de l'environnement, de l'éducation, de la santé, la lutte contre les pandémies et la lutte contre la pauvreté.

Dans son allocution, M. Legendre, secrétaire général parlementaire de l'APF a évoqué la part active qu'a prise l'APF à la 33ème Session de la Conférence générale de l'Unesco.

Il a rappelé que l'Europe est un terrain stratégique pour la Francophonie et que sa nouvelle dimension politique ne peut se faire au détriment d'une langue ou d'une culture.

En revenant à la place du français dans l'Union européenne, il a déploré l'inexistence de la section du Parlement européen et a incité les membres des sections européennes de l'APF à prendre contact avec leurs collègues du Parlement européen.

Le Secrétaire général parlementaire a par ailleurs encouragé chacun à entrer en contact avec la Fédération internationale des Professeurs de français, fer de lance des projets linguistiques de l'APF. A cet égard, il a attiré l'attention sur le Congrès européen que la FIPF organise sur le thème « Le français, une langue qui fait la différence ».

M. Jacques Crête, Directeur de Cabinet du Secrétaire général de l'OIF, nous a présenté les relations entre l'OIF et l'Union européenne en mettant en évidence les domaines de l'espace géopolitique où les deux organisations internationales se rencontrent et en constatant que l'élargissement de la Francophonie a précédé l'élargissement de l'Europe. La Francophonie aurait ainsi servi de tremplin à l'intégration à l'Union européenne.

M. Crête a également relevé les éléments suivants :

- parmi les 79 pays du groupe Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP), 30 d'entre eux sont francophones ;
- la nouvelle politique de voisinage de l'UE bénéficie à plusieurs pays membres de la Francophonie ;

- UE et Francophonie partagent les mêmes objectifs de monde plus juste et équilibré, de solidarité pour le développement ;
- la Francophonie et l'UE trouvent dans le multi-latéralisme le fondement de leur politique respective de coopération internationale ;
- toutes deux ont été des acteurs majeurs dans les négociations en faveur de l'adoption d'une convention, à valeur contraignante, au sein de l'UNESCO, sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles ;
- de nombreuses missions d'observation d'élections sont conduites en concertation.

Depuis 1999, le dialogue entre l'OIF et l'UE s'est renforcé. Les rencontres périodiques entre les Secrétaires généraux de la Francophonie, le Président de la Commission européenne et les Commissaires sont à l'origine de ce rapprochement.

S'agissant de la coopération au développement, OIF et UE ont mis en œuvre plusieurs partenariats dont :

- le projet conjoint Francophonie – Commonwealth dans le renforcement des capacités de négociation commerciale au bénéfice des pays ACP ;
- le projet d'accès à la justice en Haïti ;
- le projet « systèmes d'information énergétique » d'appui à l'élaboration des politiques énergétiques en faveur des pays d'Afrique ;
- le plan en faveur de la promotion du français au sein des instances de l'UE et le combat en faveur du plurilinguisme.

Le Secrétaire général de la Francophonie, M. Abdou Diouf et le Commissaire européen, M. Louis Michel, se sont rencontrés à Bruxelles, le 8 juillet 2005 et ont convenu d'orienter leur coopération suivant une double voix : le renforcement des capacités nationales et l'intégration économique régionale et internationale des pays ciblés. Parmi ceux-ci, une intention particulière sera accordée aux pays en crise ou en sortie de crise.

Début 2006, un accord de coopération entre l'OIF et l'UE devrait être signé. De manière prioritaire mais non exclusive, cette Entente favoriserait les secteurs suivants :

- la paix et la sécurité, la prévention des conflits et les sorties de crise ;
- la démocratie, les droits de l'Homme et l'Etat de droit ;
- la diversité culturelle et linguistique ;
- le développement économique et social ;
- la société de l'information et du savoir.

Après avoir rappelé d'une part que TV5 est le deuxième réseau mondial de télévision et, d'autre part, que permettre l'existence d'une chaîne francophone au niveau planétaire est un acte politique, Mme Saragosse, Directrice générale de TV5, nous a démontré avec conviction et passion que TV5 est à la croisée des chemins car objet de menaces technologiques et financières et face à un défi linguistique.

Elle pose dès lors la question de savoir si, dans l'avenir, TV5 sera, toujours, en mesure d'être

cette chaîne non alignée, fruit d'un travail de distribution constante et d'équipes jeunes et plurinationales ?

Pour faire face au défi de l'avenir proche, il s'agit non seulement d'être vu mais également d'être regardé. Pour être vu, il faut être accessible, être capable de consolider ses réseaux de distribution et être, au moment opportun, sur les bons modes de diffusion. Pour être regardé, la pluralité de l'information est essentielle : il ne s'agit pas d'être la voix d'un seul pays mais, au contraire, d'avoir une rédaction multi-localisée. Etre au cœur du monde et toucher le public de demain, tels sont les espoirs de TV5 représenté par sa Directrice générale qui a clairement lancé un appel à la Francophonie.

Le Chargé de mission Europe a explicité les thèmes développés dans les deux commissions, à savoir :

- les organisations et associations oeuvrant à la promotion de la Francophonie en Europe : différence et complémentarité (commission I, présidée par M. Maxime Jeanbourquin, de la section République et Canton du Jura) ;
- les stratégies de communication de l'APF : comment favoriser l'intérêt pour la Francophonie au travers d'événements culturels à dimension internationale ? (commission II, présidée par M. Razvan Théodorescu, de la section Roumanie).

Dans son rapport d'étape qu'il se propose de compléter en vue de la prochaine ARE en 2006, M. Georges Fenech, de la section France, en commission I, a présenté l'action des principaux opérateurs de l'OIF en Europe. Il a expliqué le retard pris par l'AIF dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) par l'orientation essentiellement Nord/Sud qui a imprégné ses actions de coopération dès son origine en 1970. Toutefois, la multiplication des projets impulsés récemment par l'AIF et le dynamisme de la coopération universitaire francophone dans cette zone lui paraissent aller dans le bon sens.

L'intervenant a évoqué ensuite le caractère dense et très varié des associations qui oeuvrent, de manière directe ou indirecte, à la promotion de la Francophonie en Europe.

Il a par ailleurs fait le constat d'une complémentarité réelle entre les programmes mis en œuvre par les opérateurs de l'OIF, programmes d'envergure qui s'adressent à un public ciblé et l'activité des associations qui permettent de mobiliser plus largement la société civile. Le rapporteur a regretté cependant que l'OIF ne joue pas en Europe un véritable rôle d'harmonisation et de coordination des actions entreprises par les organisations francophones, notamment associatives.

Mme Marie-Hélène Billwatsch a présenté l'association belge « Maison de la Francité », fondée en 1976. Son but principal est d'œuvrer en faveur de la diffusion, de la sauvegarde de la langue française et de l'identité francophone en général. La Maison de la Francité a lancé, fin 2003, une dynamique de concertation des organisations qui promeuvent la langue française en Belgique. Elle a dressé un **répertoire des organisations vouées à la langue française et à la Francophonie** qu'elle met à jour annuellement et a convié ces organisations à participer à une table ronde afin qu'elles fassent connaissance et qu'elles expriment leur opinion quant aux actions les plus urgentes à mener. Deux rencontres, l'une en mars 2004 et l'autre en septembre 2005, ont permis l'adoption d'une **Plate-forme commune** destinée à rallier les associations autour d'objectifs généraux communs tant au niveau national qu'international.

Pour conclure les travaux de la commission I, le Président jurassien, M. Jeanbourquin, a invité les sections ne l'ayant pas encore fait, à bien vouloir donner réponse au questionnaire qui leur a été adressé et ce, en vue de compléter le rapport de M. Fenech et d'aboutir, éventuellement, à l'adoption d'une résolution lors de la prochaine ARE en 2006.

Dans la commission présidée par M. Theodorescu, le rapporteur, M. Fabrice Notari, de la section monégasque, a rappelé l'enjeu de la culture comme défi politique et l'appui apporté par les Chefs d'Etat et gouvernement au principe d'élaboration d'un instrument juridique international sur la diversité culturelle.

Avec les deux experts de l'AIF, invités à participer aux travaux de la commission II, les membres de la commission se sont interrogés sur les moyens de populariser la Francophonie et de développer le sentiment d'appartenance à la Communauté francophone car celle-ci est porteuse de valeurs et d'un projet politique essentiel.

Parmi ces moyens, la section monégasque s'est proposée d'organiser un concours mondovision de chansons inédites visant à valoriser la diversité culturelle et linguistique des participants. La commission a émis un avis favorable au parrainage d'un événement de Mondovision de la chanson qui s'adressant aux pays appartenant à la Francophonie, permettrait à ceux-ci de participer et aux artistes de faire valoir leur culture et leur langue car il serait porteur à la fois de diversité et de solidarité.

Parmi les grands objectifs d'une stratégie de communication, Mme Anissa Barrak, Chef du service de la Communication de la Francophonie à l'AIF, retient les éléments suivants :

- nous faire connaître comme communauté linguistique au niveau international ;
- renforcer la place de la langue française ;
- faire connaître les valeurs défendues par la Francophonie : la démocratie, le développement, la solidarité, la lutte contre la pauvreté ;
- rendre compte, tant aux Etats qu'aux populations, dans un souci et un devoir d'information ;
- ne pas perdre de vue qu'il existe plusieurs types de communication en fonction du public cible choisi (grand public, jeunes, institutions).

L'expert estime que si s'adresser au monde via un vecteur grand public, comme la télévision, est l'objectif poursuivi, le choix d'un événement culturel à dimension internationale apparaît judicieux pour autant que celui-ci prenne en considération toutes les attentes francophones et que les artistes y adhèrent. La valeur ajoutée d'un nouveau projet doit également être analysée.

L'expert, M. Rémi Sagna, Responsable de projets à la Direction de la Culture et du Patrimoine de l'AIF, a attiré l'attention des responsables politiques sur plusieurs points dont notamment les suivants :

- la culture constitue l'élément clef à privilégier ;
- la méconnaissance du grand public à l'égard de la Francophonie ne doit pas être assimilée à une ignorance ;
- TV5 en Afrique est assimilée à des actions concrètes clairement définies ;
- des réponses ont d'ores et déjà été apportées par la Francophonie à la question posée et ce, par exemple, au travers de différents festivals.

M. Sagna pose dès lors la question de savoir s'il faut conforter les événements existants ou en créer des nouveaux ?

En conclusion de ses travaux, la commission qui a examiné les stratégies de communication a proposé à la séance plénière d'adopter une résolution dans laquelle l'ARE de l'APF invite les

acteurs de la Francophonie à mener une politique de communication positive s'appuyant largement sur les médias grand public, en encourageant le financement d'actions publicitaires n'hésitant pas à projeter la Francophonie au devant de la scène.

L'Assemblée régionale Europe demande à TV5 de relayer les grandes manifestations organisées par l'APF, par l'OIF ou ses opérateurs, d'organiser davantage d'émissions et de débats sur la Francophonie, ses valeurs, son rôle dans le monde, de créer une émission de jeux valorisant la créativité langagière francophone. Elle considère en particulier comme une urgente priorité le financement du sous-titrage des émissions grand public diffusées par TV5 et interpelle à cette fin les gouvernements et donateurs concernés.

Pendant les travaux de la XVIIIème Assemblée régionale, la Conférence générale de l'UNESCO adoptait la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Notre Assemblée a dès lors lancé un appel aux sections européennes de l'APF afin que cette Convention de l'UNESCO puisse entrer en vigueur. L'ARE appelle les gouvernements membres de la Francophonie européenne à la déposer dans les meilleurs délais auprès de leurs Parlements respectifs pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion ; les parlementaires de l'espace francophone européen s'engageant à faire diligence.

Attendu que le prochain Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement aura lieu en Europe et plus précisément à Bucarest en septembre 2006, M. Theodorescu, Président de la section roumaine à qui la parole a été donnée sur le sujet, a précisé que le thème de ce Sommet sera « La Francophonie vers la société informationnelle et le monde du savoir par l'éducation pour tous ».

Il s'est, par ailleurs, engagé à œuvrer en sorte que le monde parlementaire dispose, à cette manifestation, d'une place digne de son rang.

A cet égard, M. Legendre a rappelé que l'APF, Assemblée consultative de la Francophonie, est invitée à donner son avis d'une part sur le thème du Sommet et d'autre part sur le suivi du précédent Sommet.

L'équipement exceptionnel du Grimaldi Forum a permis la diffusion, aux participants de la XVIIIème Assemblée régionale, du film réalisé par la section Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles, dans le cadre de l'accueil à Bruxelles, en juillet 2005, de la IIIème session du PFJ et de la XXXIème session de l'APF. S'appuyant sur les médias grand public, la section belge a fait connaître au public belge francophone une des activités menées par l'APF en faveur des jeunes. Elle demande à présent aux sections européennes de l'APF, ainsi qu'aux Chargés de mission Amérique et Afrique, à qui elle a remis le DVD de l'émission d'examiner les possibilités de diffuser l'image d'une Francophonie jeune et active dans leurs pays et continents respectifs. [\[2\]](#)

La prochaine Conférence des Présidents de l'APF Région Europe se tiendra en Roumanie, à Bucarest, du 26 au 28 avril 2006.

La prochaine Assemblée régionale Europe se tiendra à Luxembourg du 18 au 22 octobre 2006.

Notes:

[\[1\]](#)

Ont participé aux travaux : les sections de Andorre, Benelux, Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles, Bulgarie, France, Géorgie, Hongrie, Jersey, Jura, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Monaco, Roumanie, Suisse, Valais, Vallée d'Aoste, M. Jacques Legendre, Secrétaire général parlementaire ; M. Freddy Deghilage, Chargé de mission Europe ;

M. Michel Samson, Chargé de mission Amérique ; M. Oumar Kanoute, Chargé de mission Afrique ; Mme Bénédicte Ferrière, Secrétaire générale administrative adjointe de l'APF ; Mme Viviane Gérard, Secrétaire administrative de la Région Europe, MM. Fernand Morsa, Geoffrey Dieudonné et Mme Isabelle Bodson, agents au Parlement de la Communauté française de Belgique.

Ont contribué aux travaux par leur expertise et leur intervention : Mme Marie-Christine Saragosse, Directrice générale de TV5 ; M. Jacques Crête, directeur de cabinet du Secrétaire général de l'OIF; Mme Anissa Barrak, Chef du service de la communication pour la Francophonie à l'AIF ; M. Rémi Sagna, Responsable de projets à la direction de la culture et du patrimoine de l'AIF ; Mme Marie-Hélène Billwatsch, Attachée à la Maison de la Francité.

Sont excusées : les sections de Albanie, Genève, Moldavie, Pologne, Tchéquie, Vaud.

[\[2\]](#)

Ce support a également été remis à Mme Saragosse dans l'espoir que TV5 puisse l'utiliser et nous aider de la sorte à valoriser les actions concrètes de l'APF.